

## Achats de biens et services des organisations internationales dans les pays industrialisés et les économies émergentes

Gilles Carbonnier

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/poldev/1516>  
DOI : 10.4000/poldev.1516  
ISBN : 978-2-940503-45-2  
ISSN : 1663-9391

### Éditeur

Institut de hautes études internationales et du développement

### Édition imprimée

ISBN : 978-2-940503-44-5  
ISSN : 1663-9375

Ce document vous est offert par Université de Genève / Graduate Institute / Bibliothèque de Genève



### Référence électronique

Gilles Carbonnier, « Achats de biens et services des organisations internationales dans les pays industrialisés et les économies émergentes », *International Development Policy | Revue internationale de politique de développement* [En ligne], 4.3 | 2013, mis en ligne le 20 août 2013, consulté le 25 juin 2019. URL : <http://journals.openedition.org/poldev/1516> ; DOI : 10.4000/poldev.1516

---

# ACHATS DE BIENS ET SERVICES DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES DANS LES PAYS INDUSTRIALISÉS ET LES ÉCONOMIES ÉMERGENTES

**Gilles Carbonnier**

Professeur d'économie du développement à l'Institut de hautes études internationales et du développement, à Genève, et directeur de la *Revue internationale de politique de développement*. Ses recherches et son enseignement se concentrent sur la coopération internationale au développement, l'action humanitaire, l'énergie, la gouvernance des ressources naturelles et l'économie politique des conflits armés.

→ Carbonnier, G. (2013) « Achats de biens et services des organisations internationales dans les pays industrialisés et les économies émergentes », *Revue internationale de politique de développement*, n° 5.2, pp. 27-57. <http://dx.doi.org/10.4000/poldev.1516>.

.....

## Résumé

Cet article examine l'évolution des achats de biens et services des organisations multilatérales auprès de fournisseurs établis dans les pays industrialisés et les économies émergentes. Il présente les résultats d'une étude empirique – première du genre – sur les facteurs explicatifs des inégalités entre pays. Les différences s'expliquent notamment par la force du secteur manufacturier et les relations d'affaires établies dans le passé. Les résultats laissent penser que les contributions versées par les pays donateurs peuvent avoir une influence positive sur les achats de biens et services, nonobstant le fait que les organisations multilatérales recourent à des procédures d'appels d'offres internationaux. La proximité géographique, les affinités culturelles et linguistiques et la présence dans le pays du siège d'une organisation multilatérale jouent également un rôle positif. Les achats de biens et services des agences multilatérales peuvent être considérés comme une retombée indirecte de l'aide publique au développement (APD). Alors que nombre d'entre eux font face à de sérieuses difficultés économiques et contraintes budgétaires, documenter un tel « retour sur investissement » peut contribuer à convaincre les décideurs politiques d'augmenter – ou simplement de ne pas réduire – les budgets d'APD. De tels arguments doivent toutefois demeurer marginaux par rapport aux questions centrales de la pertinence et l'efficacité de l'aide, et des performances des organisations multilatérales.

---

L'auteur remercie Lorenzo La Spada pour son assistance dans la recherche et le traitement des données, ainsi que Catherine Cudré-Mauroux, Catherine Graf, José Monteiro, Milad Zarin, Alain Schönenberger et trois examinateurs (*referees*) pour leurs suggestions. Il remercie également la coopération suisse au développement – Direction du développement et de la coopération (DDC) et le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) – qui a financé la recherche et facilité l'accès aux données statistiques.

## 1. Introduction

L'approbation des budgets d'aide publique au développement (APD) par les parlements des pays donateurs suscite toujours plus de débats quant à la pertinence de l'aide et à son « retour sur investissement ». Alors que la plupart des pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) font face à de sévères contraintes budgétaires, leurs agences bilatérales d'aide doivent démontrer l'efficacité de l'APD dans la lutte contre la pauvreté pour obtenir l'appui d'une majorité de parlementaires lors du vote des budgets. Il s'agit toutefois aussi de mettre en avant les retombées positives pour le pays donateur, que ce soit à travers la préservation de biens publics mondiaux (p. ex. sécurité, santé publique, environnement, sécurité alimentaire) ou plus directement en termes de génération d'emplois et de contrats.

Sur cette toile de fond, le nombre d'études sur les effets économiques de l'APD pour les pays donateurs demeure très limité. Parmi elles, aucune ne porte spécifiquement sur les achats de biens et services des organisations multilatérales. Cet état de fait est d'autant plus surprenant que la littérature sur les motivations de l'aide publique au développement insiste largement sur la poursuite d'intérêts commerciaux (p. ex. Alesina et Dollar, 2000; Charnoz et Severino, 2007, 37-51; Degnbol-Martinussen et Engberg-Pedersen, 2003; Morrissey, 1993; Riddell, 2007, 91-162). Le manque d'études sur la rentabilité économique de l'aide étrangère résulte pour part de la difficulté de récolter les données pertinentes. Mais il reflète aussi la sensibilité politique de la question dans les pays donateurs : qu'ils soient élevés ou faibles, les taux de rendement risquent de fragiliser la coalition nationale en faveur de l'aide étrangère. Un taux très faible risque de diminuer l'appui de l'industrie et de ses représentants au parlement, tandis qu'un taux élevé peut contrarier les organisations de la société civile favorables à l'aide publique au développement, qui peuvent y voir une preuve que l'aide étrangère sert d'abord les intérêts économiques nationaux.

Cet article examine l'effet « indirect » de l'aide multilatérale sur une vingtaine de pays industrialisés et émergents dont les entreprises fournissent des biens et services au système des Nations unies et aux banques de développement. Il met un accent particulier sur la Suisse, en présentant les résultats d'une recherche sur les effets économiques de l'APD dans ce pays, réalisée sur mandat de la coopération suisse au développement. Il se base sur une étude préalable qui révélait qu'en 2010, l'effet « indirect » induit par les achats de biens et services des organisations multilatérales auprès d'entreprises basées en Suisse représente presque la moitié de l'effet primaire total de l'APD sur la demande du pays (cf. Carbonnier et al., 2012; tableau 1).

La partie suivante fournit un bref survol de la littérature sur les effets économiques de l'APD pour les pays donateurs et présente la méthodologie utilisée. La troisième partie analyse les données et tendances relatives aux achats de biens et services des organisations multilatérales entre 2000 et 2010. La quatrième partie présente les hypothèses de base qui sous-tendent le modèle économétrique visant à identifier les facteurs explicatifs des achats de biens et services des organisations multilatérales. Les résultats sont présentés dans la cinquième partie, avant la conclusion.

## 2. Effets économiques de l'APD pour les pays donateurs

La littérature relative à l'effet de l'APD sur l'économie des pays donateurs peut être divisée en deux groupes. La plus grande partie étudie l'interaction à long terme entre l'aide étrangère et les exportations du pays donateur vers le pays destinataire (Arvin et Baum, 1997 ; Zarin-Nejadan, 2008) tandis que quelques études empiriques se concentrent sur les conséquences à court terme de l'aide sur le produit intérieur brut (PIB) et le marché du travail du pays donateur.

Arvin et Choudry (1997) tentent d'évaluer dans quelle mesure les versements d'aide non liée contribuent à accroître les exportations des pays donateurs à destination des pays destinataires, en considérant le cas du Canada au cours de la période 1982-1990. Ils concluent que, dans l'ensemble, l'aide non liée peut promouvoir les exportations. Vogler-Ludwig et al. (1999) analysent l'effet de l'aide allemande sur les exportations vers 42 pays destinataires de 1976 à 1995. Comme dans l'étude du cas canadien, les auteurs procèdent à des tests de causalité (Granger) pour vérifier différentes hypothèses qui démontrent l'existence d'une forte relation entre l'aide non liée et les exportations allemandes vers les pays destinataires. Dans une étude plus récente sur l'Allemagne, Nowak-Lehmann et al. (2009) confirment que le sens de la causalité va de l'aide aux exportations plutôt que l'inverse. Fait intéressant, les auteurs constatent que l'APD fournie par d'autres pays européens tend à évincer les exportations allemandes.

Le second groupe d'études vise à évaluer le rendement à court terme de l'aide sur l'économie du pays donateur, en tenant compte des effets multiplicateurs keynésiens. Schumacher (1988) évalue l'effet de l'APD sur le marché du travail allemand basé sur un modèle entrées-sorties standard de Leontief; il conclut que cet effet est considérable (environ 110 000 emplois en 1984) et souligne que l'assistance technique profite principalement aux petites et moyennes entreprises alors que les grandes entreprises bénéficient des programmes d'aide financière. Roy et Vadlamudi (1993) constatent un retour positif et significatif de l'aide publique au développement australienne en termes d'investissement direct étranger au cours de la période 1974-1988.

Dans une étude portant sur les retombées de l'APD sur l'économie suisse en 2010, nous examinons les effets induits par les achats de biens et services ainsi que par les salaires versés au titre de l'aide publique au développement (Carbonnier et al., 2012). Nous avons calculé l'incidence sur la demande globale puis, à travers l'effet multiplicateur, sur le PIB, ce qui avait permis d'estimer l'impact sur les emplois en fonction de la productivité moyenne du travail. Sur le plan méthodologique, nous distinguons trois effets de l'APD sur la demande du pays donateur, ainsi que l'illustre le schéma 1 :

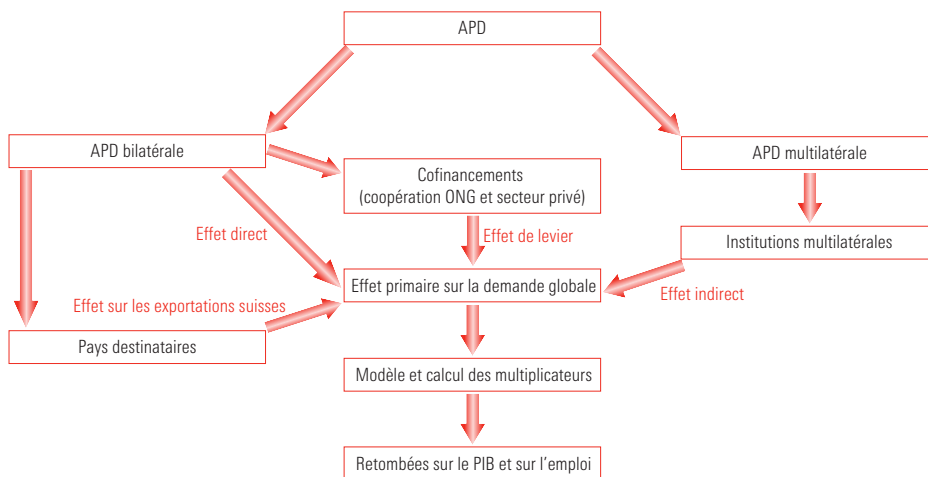
- *l'effet direct* de l'APD bilatérale, suscité par les dépenses en termes de salaires et honoraires ainsi que d'achats de biens et de services, y compris lorsque ces dépenses sont effectuées par des organisations non gouvernementales ou des entreprises qui bénéficient directement de financements au titre de l'APD<sup>1</sup> ;

<sup>1</sup> Plusieurs études montrent que l'APD bilatérale peut avoir, à long terme, des effets indirects par le biais d'une hausse des exportations du pays donateur vers les pays destinataires. La présente étude se concentre sur les effets à court terme et ne tient pas compte des retombées indirectes sur les exportations.

- *l'effet de levier*, lorsque l'APD bilatérale incite des entreprises privées et des organisations non gouvernementales à fournir des contributions additionnelles hors APD. L'aide joue alors un rôle de catalyseur de dépenses d'organismes non étatiques qui n'auraient pas été engagées sans cofinancement public;
- *l'effet indirect* de l'APD multilatérale<sup>2</sup>, qui concerne les achats de biens et services effectués par les organisations internationales recevant un financement au titre de l'APD. Contrairement aux honoraires versés à des prestataires de services, les salaires des employés de ces organisations ne sont pas compris dans le calcul. Ces agences multilatérales achètent des biens et services dans le monde entier, généralement selon des procédures d'appels d'offres internationaux. Pour les pays donateurs, il s'agit d'un effet indirect de leurs contributions d'APD multilatérale en ce sens que les contrats d'achats ne résultent pas directement des dons à ces organisations. Toutefois, il n'est pas totalement exclu que l'APD multilatérale favorise indirectement l'achat de biens et services des organisations internationales, autrement dit que les organisations multilatérales tendent à privilégier les achats de biens et services auprès de fournisseurs résidant dans d'importants pays donateurs.

Cet article approfondit l'analyse sur l'effet indirect de l'aide multilatérale, dans une approche comparative.

**Schéma 1 – Effets économiques de l'APD dans le pays donateur**



Source : Carbonnier et al. (2012).

<sup>2</sup> L'APD multilatérale comprend les contributions générales et volontaires au système des Nations unies, à la Banque mondiale (Association internationale de développement – AID), aux banques régionales de développement de même qu'à d'autres fonds, programmes et organismes multilatéraux dont tout ou partie du financement peut être enregistré au titre de l'APD selon les directives du CAD. Pour les besoins de l'étude, l'APD multilatérale comprend ici également l'aide dite « multi-bilatérale » (cf. section 3.1).

Dans le cas spécifique de la Suisse, les résultats de l'étude avaient révélé que l'effet indirect comptait pour près de 40 % de l'effet primaire, c'est-à-dire de l'incidence totale de l'APD sur la demande dans le pays en 2010 (tableau 1).

**Tableau 1 – Effet primaire de l'APD sur la demande en Suisse** (2010, en millions CHF et par franc d'APD)

	2010	
	Millions CHF	Par franc d'APD*
Effet direct*	939	0.67
Effet de levier*	306	0.22
Effet indirect*	807	0.87
<b>Total: effet primaire*</b>	<b>2052</b>	<b>0.88</b>

\* Dans ces calculs, les dénominateurs sont différents car chaque type d'effet se rapporte à une composante spécifique d'APD : l'effet direct et l'effet de levier sont calculés par franc d'APD bilatérale (1406 millions CHF) alors que l'effet indirect est calculé par franc d'APD multilatérale (924 millions CHF). L'effet primaire est calculé par franc d'APD totale (2330 millions CHF).

Source : Carbonnier et al. (2012).

L'étude susmentionnée conclut que l'incidence finale de cette demande additionnelle sur le PIB via l'effet multiplicateur se monte à 1.29 CHF par franc d'APD, ce qui est légèrement inférieur ou comparable à l'effet d'autres types de dépenses publiques sur le PIB (p. ex. éducation supérieure, transport public). Les retombées de l'APD sur l'emploi se montent à 20 800 postes de travail équivalents plein temps pour l'année 2010<sup>3</sup>. A noter que ces chiffres sont nettement plus élevés que ceux d'une étude suivant la même approche pour l'Autriche en 2010, notamment en raison d'un effet indirect de l'APD multilatérale moins important (Schönenberger, 2012).

### 3. Les données

Les données portent d'une part sur les achats de biens et services des organisations multilatérales et, d'autre part, sur les contributions des pays donateurs à ces organisations, pour la période 2000-2010.

#### 3.1. Sources et description<sup>4</sup>

Le montant des contributions régulières que chaque Etat membre est appelé à verser à l'Organisation des Nations unies (ONU) est calculé selon un système de quotes-parts qui tient compte notamment du revenu national brut, du

<sup>3</sup> En se basant sur la valeur ajoutée par emploi de l'industrie manufacturière pour les revenus générés à partir des dépenses en biens et marchandises, et sur la productivité moyenne des services aux entreprises pour les revenus générés à partir des dépenses en services (y compris les salaires et honoraires).

<sup>4</sup> Tous les tableaux et graphiques de cette partie et des suivantes ont été élaborés par l'auteur sur la base des données présentées ici.

revenu par habitant, des taux de change et de la dette extérieure<sup>5</sup>. En outre, les nombreux fonds et programmes des Nations unies reçoivent des contributions spécifiques, accordées de manière volontaire par les Etats membres. Aussi, l'on distingue les ressources de base (*core resources*), qui ne sont en principe assorties d'aucune condition quant à leur emploi (« contributions non affectées », *unearmarked contributions*) et sont comptabilisées dans l'APD multilatérale, des ressources extrabudgétaires ou « autres que les ressources de base » (*non-core resources*), généralement affectées (*earmarked*) à des fonds, programmes ou pays spécifiques et comptabilisées par le CAD au titre de l'APD bilatérale, et parfois désignées sous le vocable d'aide « multi-bilatérale » (Yussuf et al., 2007, 2-5).

Les sources des données figurent dans la section « Références » en fin d'article. En particulier, les chiffres relatifs aux contributions d'APD multilatérale à l'ONU sont extraits de la base de données du CAD « Query Wizard for International Development Statistics » (QWIDS, 2013). Les versements par les Etats membres de contributions générales ou « contributions au budget ordinaire des Nations unies » proviennent des documents sur l'état des contributions au 31 décembre de chaque année concernée (UN, 2000-2010). Les retards ou arriérés de paiement ont aussi été pris en compte. Les banques de développement perçoivent également de la part des pays membres des contributions régulières qui alimentent leur budget de fonctionnement, ainsi que des contributions destinées à reconstituer ou recapitaliser des fonds spécifiques<sup>6</sup>. Ces montants ont été extraits de QWIDS.

Les données sur les achats de biens et services des agences onusiennes proviennent des rapports statistiques annuels du Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations unies (*United Nations Global Marketplace – UNGM*) (IAPSO, 2000-2007 ; UNOPS, 2008-2010)<sup>7</sup>. Outre le système des Nations unies pris dans son ensemble, nous considérons quatre fonds et programmes spécifiques pour une analyse plus détaillée : le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et le Programme alimentaire mondial (PAM). Ce choix se justifie du fait que les contributions des pays donateurs à ces fonds et programmes sont comptabilisées entièrement au titre de l'APD, selon les directives du CAD. De plus, chacune de ces organisations a un budget annuel supérieur à un milliard de dollars et tire une large part de son financement de contributions volontaires des Etats membres. Enfin, elles ont leur siège dans différents pays (Italie, Suisse, Etats-Unis), ce qui permet de considérer l'effet de la localisation du siège d'une organisation sur les relations entre client et fournisseurs<sup>8</sup>.

<sup>5</sup> Pour plus d'informations sur le barème des quotes-parts, voir la résolution 64/248 adoptée en février 2010 par l'Assemblée générale de l'ONU (2010).

<sup>6</sup> Il s'agit par exemple des cycles de reconstitution des ressources de l'AID de la Banque mondiale, ou encore de recapitalisations du Fonds africain de développement (FAfD), du Fonds asiatique de développement (FAsD) ou du Fonds spécial de la Banque interaméricaine de développement (FSBID).

<sup>7</sup> Depuis 2008, à la suite de la fusion partielle de l'Inter-Agency Procurement Services Office (IAPSO) et du Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets (*United Nations Office for Project Services – UNOPS*), ces rapports sont compilés par l'UNOPS.

<sup>8</sup> Les montants des achats de biens et services sont également issus des rapports de l'UNGM. Les statistiques sur les contributions multilatérales des pays donateurs aux budgets ordinaires de ces agences proviennent de QWIDS alors que les

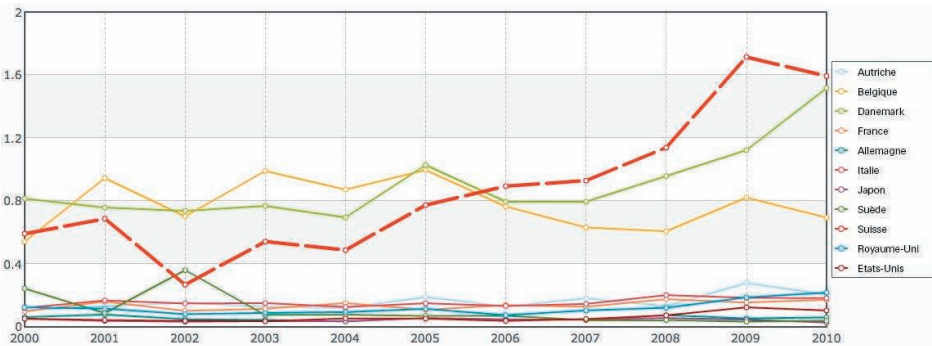
Les montants des achats de biens et services de la Banque mondiale sont issus des rapports récapitulatifs de la Banque mondiale pour les années 2000-2010 (World Bank, 2012). Quant aux banques régionales de développement, les montants des achats de biens et services de la Banque africaine de développement (BAfD) ont été extraits des rapports annuels de la BAfD sur ces achats (AfDB 2003-2010). Ceux de la Banque asiatique de développement (BAfD) proviennent des statistiques trimestrielles de ses achats (AsDB, 2001-2007). Dans ces deux derniers cas, les données manquantes ont été fournies par la Direction du développement et de la coopération (DDC, agence suisse de coopération au développement). Enfin, ceux de la Banque interaméricaine de développement (BID) sont issus de la base de données sur les passations de marchés et de projets de la BID pour les années 2000-2010 (IDB, 2013).

Les salaires versés par les agences multilatérales à leurs employés ne sont pas inclus dans cette étude, nonobstant le fait qu'ils représentent parfois une part très importante de leurs budgets de fonctionnement.

### 3.2. Achats des Nations unies

Le volume total des achats de biens et services du système onusien a considérablement augmenté, passant de 3,7 milliards USD en 2000 à 14,5 milliards USD en 2010 (IAPSO, 2000-2007; UNOPS, 2008-2010). En 2000, la part des dix pays principaux fournisseurs des Nations unies atteignait plus de 50 %, parmi lesquels figuraient neuf pays industrialisés<sup>9</sup>. En 2010, cette part<sup>10</sup> baisse à 45,5 % mais compte désormais également trois pays en développement où les Nations unies mènent de larges opérations (Afghanistan, Soudan et Pakistan) de même que deux économies émergentes (Inde<sup>11</sup> et Russie).

**Graphique 1 – Evolution des achats de biens et services par les Nations unies auprès des principaux fournisseurs (pays industrialisés) (2000-2010, en pour mille du PIB)**



contributions extrabudgétaires sont extraites des rapports annuels de chacune de ces agences. Certains de ces rapports annuels ne mentionnent pas la totalité des contributions, mais seulement celles qui sont supérieures au million de dollars ou qui proviennent des dix principaux donateurs.

<sup>9</sup> Achats en valeur absolue, dans l'ordre décroissant : Etats-Unis, Japon, Royaume-Uni, Suisse, Inde, Italie, France, Danemark, Belgique et Allemagne.

<sup>10</sup> Etats-Unis, Suisse, Afghanistan, Soudan, Inde, Fédération de Russie, Royaume-Uni, Danemark, Pakistan et France.

<sup>11</sup> L'Inde figurait déjà parmi les dix premiers fournisseurs en 2000.

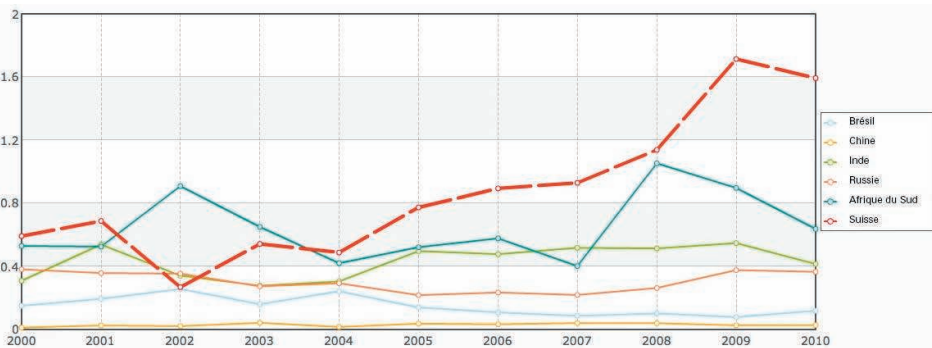


Le graphique 1 illustre l'évolution des achats des Nations unies de 2000 à 2010, avec en ordonnée la valeur relative en pour mille (%) du PIB de chaque pays. La Belgique (ligne jaune), le Danemark (ligne vert clair) et la Suisse (ligne traitillée rouge) se démarquent clairement des autres pays. Dès 2002, année de son adhésion à l'ONU, la Suisse voit croître sa part d'achats qui arrive en tête depuis 2006.

Les rapports annuels sur les achats de biens et services des Nations unies indiquent les catégories des biens et services qui ont fait l'objet des achats les plus importants durant l'année. Le matériel médical, par exemple, domine dans les cas de la Suisse<sup>12</sup>, de la Belgique, du Danemark ou des Etats-Unis, ainsi que les produits pharmaceutiques (excepté pour le Danemark). Il en va de même de l'informatique et du matériel électronique en ce qui concerne les Etats-Unis, ou du matériel audiovisuel pour la Suisse. Il est intéressant de noter que les pays qui arrivent en tête ont des taux d'aide bilatérale liée variés mais pas forcément très élevés. Le Danemark, par exemple, avait un niveau d'aide liée relativement faible vers la fin de la période considérée même s'il a continué à avoir recours à l'instrument des crédits mixtes afin de promouvoir ses exportations (*Development Today*, 2006).

Le graphique 2 compare le niveau des achats de l'ONU auprès de fournisseurs situés dans les économies émergentes (Brésil, Chine, Inde, Russie et Afrique du Sud – BRICS). La Suisse y est aussi reportée pour faciliter la comparaison avec le graphique précédent. Même si le volume d'achat auprès de fournisseurs dans les BRICS augmente substantiellement, il demeure plutôt stable lorsqu'il est mesuré en part relative du PIB de ces économies émergentes en raison des forts taux de croissance qu'elles ont enregistrés durant la période considérée.

**Graphique 2 – Evolution des achats de biens et services par les Nations unies dans les BRICS et en Suisse (2000-2010, en pour mille du PIB)**



Si l'on prend en compte certains pays en développement dans lesquels l'ONU déploie des activités opérationnelles, ils se retrouvent en tête de liste du fait de la taille relativement faible de leur PIB en regard des achats locaux effectués par les agences onusiennes qui y travaillent. En Afghanistan, par exemple, à

<sup>12</sup> Le tableau A1, en annexe, donne la liste des catégories de biens et services fournis par la Suisse entre 2000 et 2010.

la suite de l'intervention des forces coalisées, les achats de l'ONU ont atteint 57 % du PIB en 2005, pour se stabiliser ensuite autour de 40 %; au Kenya et en Ouganda, ces achats se situent autour de 5 à 10 % de leurs PIB respectifs entre 2005 et 2010 (tableau 2). Ces chiffres sont nettement inférieurs en ce qui concerne des pays à revenu intermédiaire comme la Colombie ou le Pakistan, ce qui s'explique notamment par la plus grande taille de leur économie.

**Tableau 2 – Evolution des achats de biens et services par les Nations unies dans cinq pays en développement** (2000-2010, en pour mille du PIB)

	Afghanistan	Colombie	Kenya	Ouganda	Pakistan
2000		0.49	4.64	1.44	0.16
2001		0.61	2.08	1.93	0.46
2002	1.046	0.90	4.72	2.11	0.003
2003	9.28	0.64	3.80	5.13	0.03
2004	37.58	0.46	4.11	3.97	0.0003
2005	56.97	0.35	8.06	8.83	0.76
2006	44.95	0.51	10.13	5.47	1.03
2007	33.21	0.43	4.98	7.59	0.72
2008	40.79	0.45	6.25	6.84	0.54
2009	34.97	0.34	9.17	8.16	1.14
2010	43.06	0.03	8.73	7.21	2.65

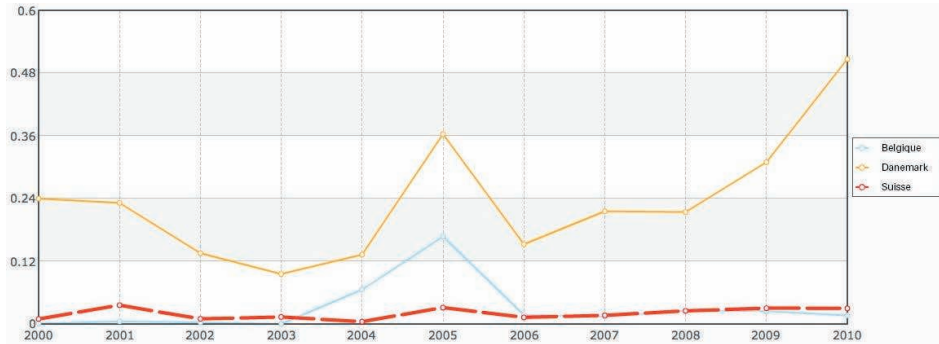
Dans le cas spécifique du PNUD, les achats de biens et services sont passés de 589 millions USD en 2000 à 2,9 milliards USD en 2010. Le Danemark se retrouve en première position avec la Belgique, loin devant les autres pays industrialisés<sup>13</sup>. Si l'on considère la seule année 2010, la liste de biens et services achetés au Danemark comprend des centaines d'articles différents, particulièrement dans les secteurs du transport maritime et aérien, des vaccins et fournitures médicales ou encore du matériel de bureau. L'on trouve aussi des achats de matériel de vote et d'identification, comme c'est le cas en 2005 pour la Belgique. La prééminence du Danemark, illustrée dans le graphique 3 en comparaison de la Suisse et de la Belgique, est due en bonne partie à la présence à Copenhague du Bureau de liaison du PNUD pour les pays nordiques (UNDP/Nordic Office), du Service administratif du personnel (UNDP/SAS) ainsi que de l'Office des achats (UNDP Procurement Office)<sup>14</sup>.

<sup>13</sup> Comme l'analyse économétrique dans la quatrième partie le suggère, l'aide liée ne semble pas être un facteur explicatif déterminant.

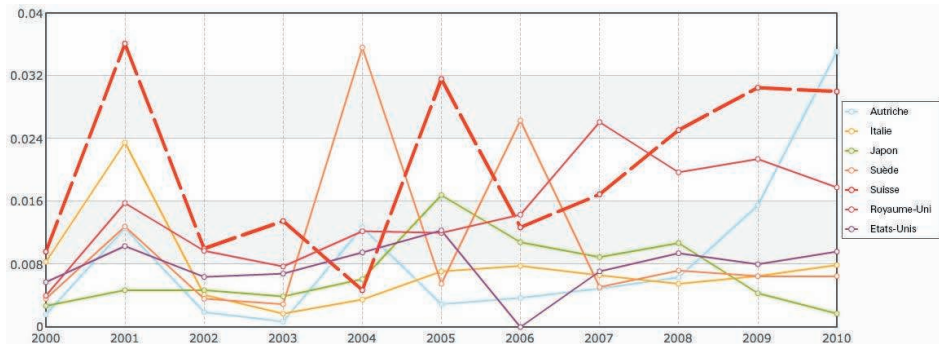
<sup>14</sup> Voir UN in Denmark (2012).

Le graphique 4 montre l'évolution pour les autres pays industrialisés fournisseurs du PNUD<sup>15</sup>, la Suisse étant reportée à nouveau pour faciliter la comparaison avec le graphique 3. Malgré la présence du siège du PNUD à New York, les Etats-Unis ne figurent pas en tête de liste à cause de la taille de leur économie.

**Graphique 3 – Evolution des achats de biens et services par le PNUD en Belgique, au Danemark et, pour comparaison, en Suisse (2000-2010, en pour mille du PIB)**



**Graphique 4 – Evolution des achats de biens et services par le PNUD dans les pays industrialisés, hormis la Belgique et le Danemark (2000-2010, en pour mille du PIB)**

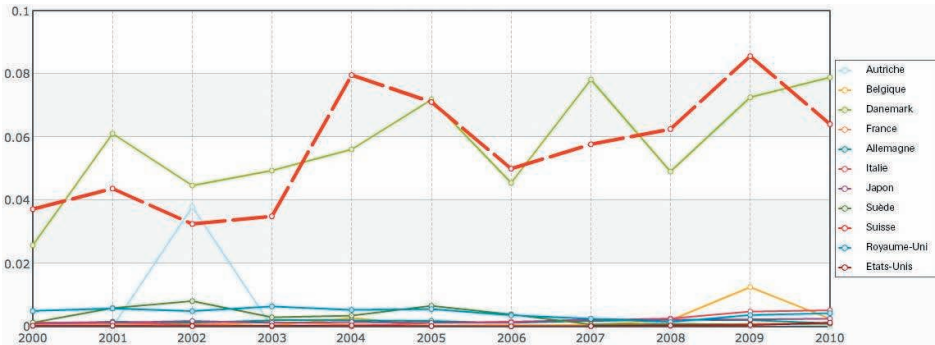


Le montant total des achats de biens et services effectués par le HCR s'est maintenu sous la barre des 100 millions USD de 2000 à 2006, puis a connu une forte croissance pour atteindre 423 millions USD en 2010. Parmi les pays membres du CAD, la Suisse et le Danemark figurent nettement en tête des fournisseurs du HCR en pour mille de leur PIB (graphique 5). Dès 2004, la Suisse fournit majoritairement des prestations de services (télécommunications, construction et maintenance, services administratifs, etc.), ce qui s'explique par la présence à Genève du siège du HCR. En 2010, par exemple,

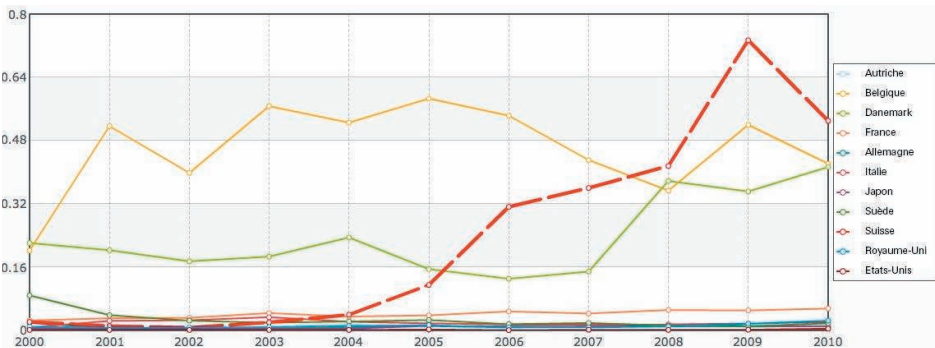
<sup>15</sup> L'inclusion du Danemark et de la Belgique dans ce graphique aurait pour effet de modifier l'échelle et d'«écraser» les autres pays vers le bas, rendant leurs courbes illisibles.

et en ne considérant que les pays du CAD<sup>16</sup>, le HCR a acheté un tiers de ses services en Suisse, contre 21 % aux Etats-Unis et 18 % au Danemark. Pour ce dernier, les achats comprennent principalement du matériel électronique et audiovisuel, des produits pharmaceutiques, des services de transport ainsi que des véhicules et pièces de rechange.

**Graphique 5 – Evolution des achats de biens et services par le HCR auprès des principaux fournisseurs (pays industrialisés) (2000-2010, en pour mille du PIB)**



**Graphique 6 – Evolution des achats de biens et services par l'UNICEF dans 11 pays (2000-2010, en pour mille du PIB)**



Quant à l'UNICEF, le volume total de ses achats passe de 502 millions USD en 2000 à 1,82 milliard USD en 2010. Le Danemark, la Belgique et la Suisse sont ici aussi en tête de classement, mais la Suisse se démarque des autres pays comme premier fournisseur à partir de 2008 (graphique 6). Contrairement au HCR qui achète en Suisse principalement des services, l'UNICEF n'y acquiert presque que des biens. En 2010 (et toujours en ne considérant que les pays du CAD), plus du quart des biens achetés par l'UNICEF l'ont été auprès de fournisseurs suisses, contre 18,6 % en Belgique, 13,4 % en France et 12,1 % au

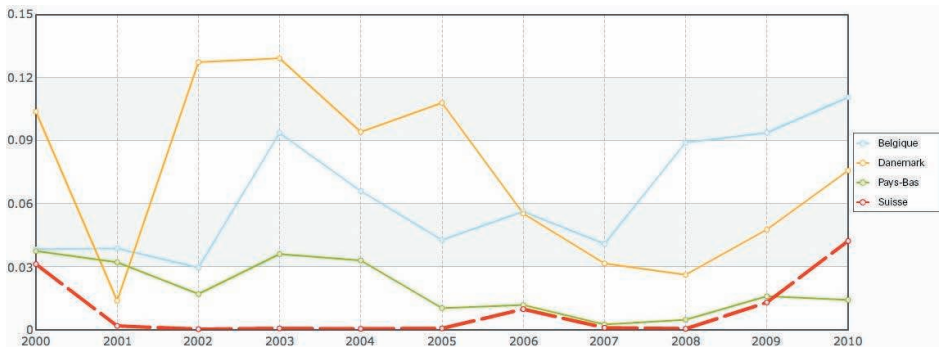
<sup>16</sup> En 2010, le HCR a acquis 54 % de ses services en dehors des pays du CAD.

Danemark<sup>17</sup>. Les plus gros montants concernent les vaccins et produits biologiques, avec 190,4 millions USD, de même que les produits pharmaceutiques (23,2 millions USD) et les technologies domestiques (62,3 millions USD).

Les contributions régulières au PAM sont moins importantes que pour les programmes vus ci-dessus en raison de l'importance des contributions en nature (nourriture et transport) versées par les principaux bailleurs de l'organisation, dont les Etats-Unis. Enfin, les achats du PAM ont augmenté de 724,8 millions USD en 2000 à 2,7 milliards USD en 2010. Comme pour le PNUD, des contraintes d'échelle nécessitent une présentation en deux graphiques (7 et 8).

Les principaux pays fournisseurs sont le Danemark, dont les achats atteignent jusqu'à 0,13 % du PIB, la Belgique (0,11 %), puis les Pays-Bas (jusqu'en 2005) et l'Italie. Alors qu'il s'agit notamment d'achats de nourriture pour le Danemark et la Belgique, l'Italie fournit une large palette de biens et services, y compris des biens non alimentaires (p. ex. tentes, matériel de stockage et de construction) et du carburant. La localisation du siège du PAM à Rome joue certes un rôle positif pour l'Italie, mais dans une moindre mesure que le siège du HCR pour la Suisse, entre autres en raison de la plus grande taille de l'économie italienne et, partant, de l'importance relativement plus faible pour l'économie italienne de la présence du siège d'une organisation onusienne<sup>18</sup>.

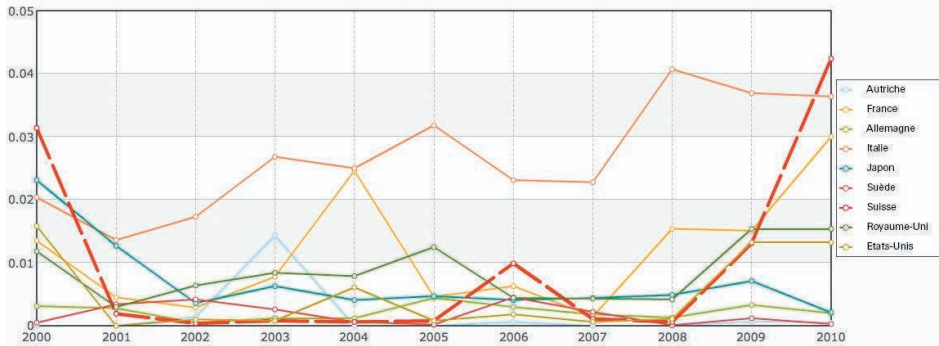
**Graphique 7 – Evolution des achats de biens et services par le PAM en Belgique, au Danemark, aux Pays-Bas et en Suisse (2000-2010, en pour mille du PIB)**



**17** Les achats de biens dans les seuls pays du CAD représentent 58 % du total des achats de biens de l'UNICEF cette année. Dès lors, la part des achats de biens effectués par l'UNICEF en Suisse atteint 15,3 % du total.

**18** Les deux pics au début et à la fin de la période considérée pour la Suisse sont liés à des achats de services de transport, pour des montants respectifs supérieurs à 7 et 22 millions USD. En outre, les contributions volontaires de la Suisse au PAM s'effectuent notamment sous forme de dons de produits alimentaires (p. ex. laitiers) et de coopération technique, avec la mise à disposition de membres du Corps suisse d'aide humanitaire.

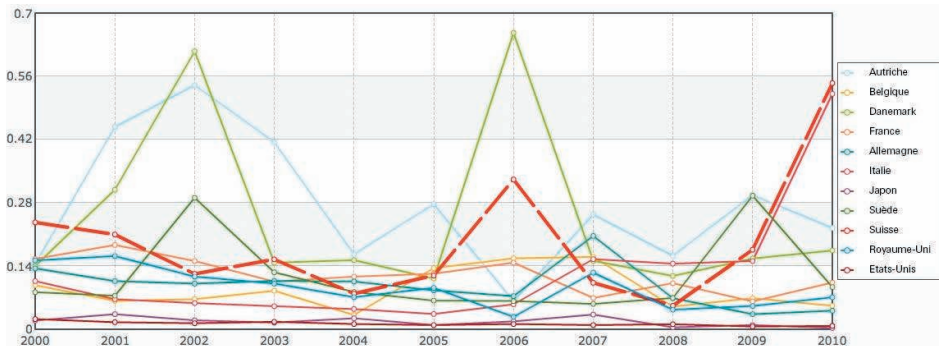
**Graphique 8 – Evolution des achats de biens et services par le PAM auprès des principaux fournisseurs (pays industrialisés), hormis la Belgique, le Danemark et les Pays-Bas (2000-2010, en pour mille du PIB)**



### 3.3. Achats des banques de développement

Sur la période considérée, le volume total des achats de biens et services de la Banque mondiale a d'abord fluctué autour de 8 milliards USD entre 2000 et 2006, puis a augmenté sensiblement pour atteindre 13,2 milliards USD en 2010. Le graphique 9 compare les achats de la Banque mondiale dans une dizaine de pays industrialisés, toujours en part relative du PIB. Les fortes fluctuations annuelles sont dues principalement à de gros contrats liés à des projets d'infrastructure. Dans ce contexte, la première place revient tour à tour à la Suisse, à l'Autriche et au Danemark. Par rapport aux Nations unies, les écarts entre pays industrialisés sont moins marqués mais les variations d'une année à l'autre plus importantes.

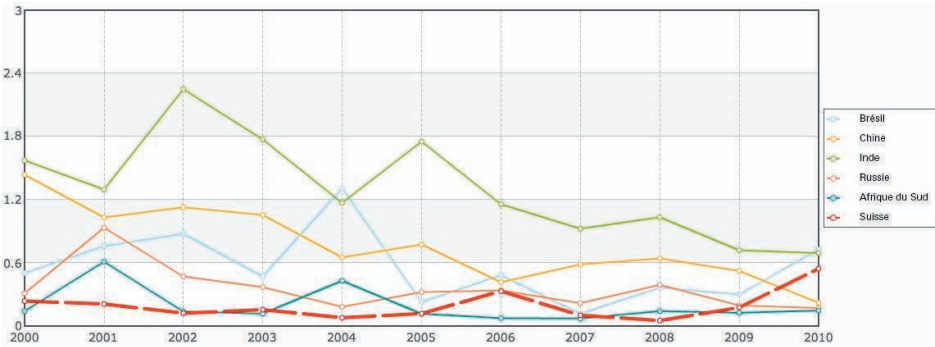
**Graphique 9 – Evolution des achats de biens et services par la Banque mondiale dans des pays industrialisés (2000-2010, en pour mille du PIB)**



Les achats de biens et services de la Banque mondiale dans les économies émergentes ont tendance à se situer à des niveaux plus élevés en proportion de leur PIB (graphique 10). La baisse observée pour la Chine et l'Inde sur la

période considérée doit être relativisée eu égard au taux de croissance économique de ces pays durant cette décennie.

**Graphique 10 – Evolution des achats de biens et services par la Banque mondiale dans les BRICS et en Suisse** (2000-2010, en pour mille du PIB)



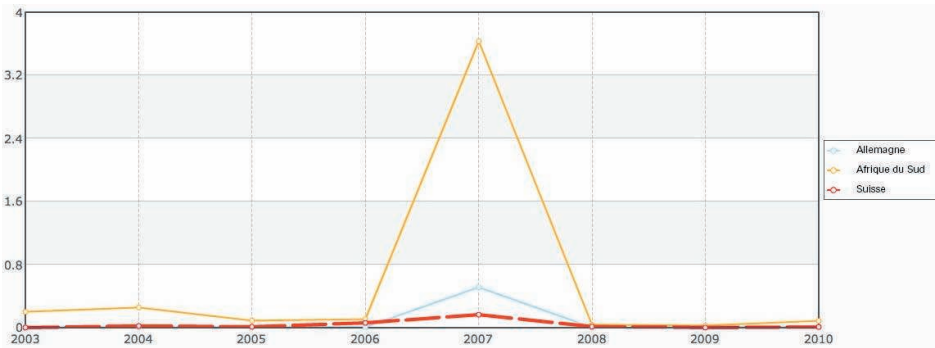
A noter qu'à l'instar de l'ONU, les achats de la Banque mondiale exprimés en part du PIB sont nettement supérieurs pour des pays en développement où la Banque mène des opérations importantes, comme le Kenya et l'Ouganda. Le tableau 3 montre que, suivant les années, ces achats dépassent 1 % du PIB afghan, contre 3 % au Kenya ou en Ouganda et 1 % en Colombie et au Pakistan.

**Tableau 3 – Evolution des achats de biens et services par la Banque mondiale dans cinq pays en développement** (2000-2010, en pour-mille du PIB)

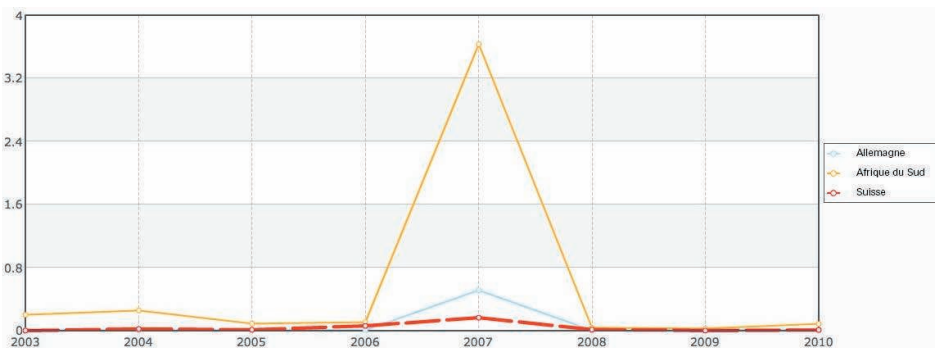
	Afghanistan	Colombie	Kenya	Ouganda	Pakistan
2000		1.54	2.37	2.02	0.57
2001		0.48	3.81	3.17	0.36
2002		0.20	1.18	1.96	0.26
2003	18.01	0.21	0.49	1.88	0.20
2004	25.75	0.18	0.60	3.19	0.71
2005	2.21	0.23	1.31	2.36	0.85
2006	5.46	0.15	1.92	3.02	1.27
2007	18.26	0.07	1.93	1.12	0.73
2008	11.15	0.05	0.63	3.44	0.29
2009	13.86	0.23	1.22	0.95	0.96
2010	15.49	0.09	1.50	1.76	0.24

Sur la période considérée, les achats de biens et services de la BAfD ont augmenté de 506,1 millions USD à quelque 2 milliards USD. Cette évolution subit de fortes variations avec un pic d'achats en 2007, notamment en Afrique du Sud et en Allemagne, pour qui ces achats représentent 3,6 ‰ et 0,5 ‰ de leur PIB respectif cette année. Par souci de lisibilité, ces deux pays sont présentés séparément (graphique 11) des autres principaux fournisseurs (graphique 12). L'on constate que la Chine, de plus en plus active sur le continent africain durant la décennie considérée, se situait déjà parmi les principaux fournisseurs en termes relatifs en 2004 et 2005. Avec une hausse soutenue dès 2006, elle parvient au premier rang en 2008 et 2009. Par contre, l'Afrique du Sud, malgré sa position géographique et son poids économique sur le continent, demeure à un niveau relativement bas sur toute la période, à l'exception notable de l'année 2007.

**Graphique 11 – Evolution des achats de biens et services par la BAfD en Allemagne, en Afrique du Sud et, pour comparaison, en Suisse (2003-2010, en pour mille du PIB)**



**Graphique 12 – Evolution des achats de biens et services par la BAfD auprès des sept principaux fournisseurs après l'Afrique du Sud et l'Allemagne (2003-2010, en pour mille du PIB)**

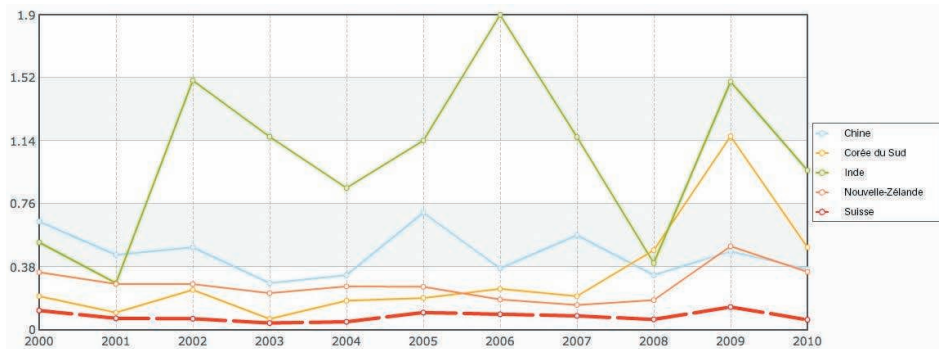


Les achats de biens et services de la BASD passent de 3,5 milliards USD en 2000 (2,7 milliards USD en 2001 pour la valeur la plus basse) à 6,9 milliards

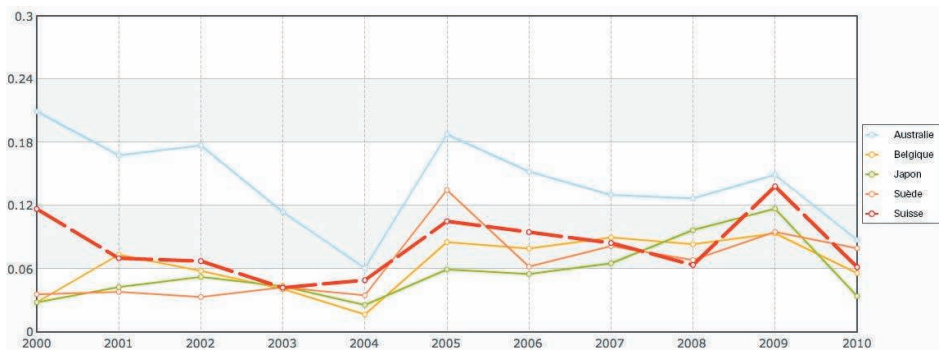


USD en 2010 (10,7 milliards USD en 2009 pour la valeur la plus haute). Comme le montre le graphique 13, l'Inde arrive la plupart du temps en tête devant la Chine et la Corée du Sud, dont les ventes augmentent fortement de 2007 à 2009. L'on peut émettre l'hypothèse que ces pays bénéficient de l'effet de proximité géographique et, pour l'Inde et la Chine, des opérations de la BaSD sur leur propre territoire. Le graphique 14 montre que parmi les pays industrialisés (hormis la Nouvelle-Zélande, présentée dans le graphique 13 pour des raisons d'échelle), c'est l'Australie qui domine, devant la Belgique, le Japon, la Suède et la Suisse. Le Japon se trouve souvent en quatrième position, ce qui pourrait laisser penser qu'il bénéficie dans une moindre mesure de sa proximité géographique avec les opérations de la BaSD que l'Australie. Toutefois, eu égard à la taille de l'économie japonaise (troisième du monde), les achats de la BaSD au Japon atteignent des montants très élevés.

**Graphique 13 – Evolution des achats de biens et services par la BaSD en Chine, en Corée du Sud, en Inde, en Nouvelle-Zélande et, pour comparaison, en Suisse (2000-2010, en pour mille du PIB)**

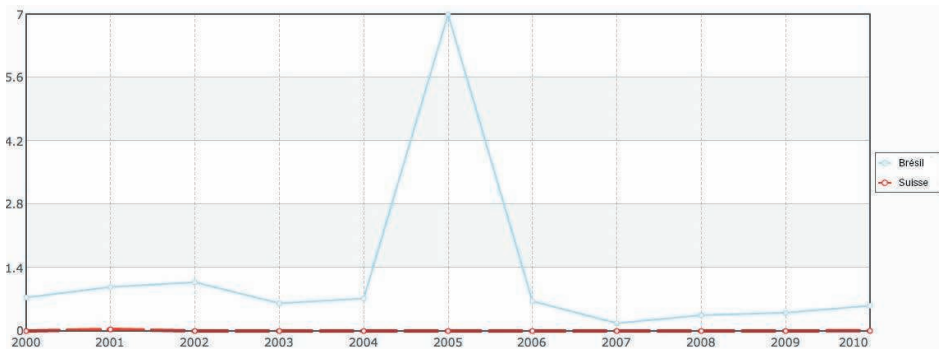


**Graphique 14 – Evolution des achats de biens et services par la BaSD auprès des cinq principaux fournisseurs hormis la Chine, la Corée du Sud, l'Inde et la Nouvelle-Zélande (2000-2010, en pour mille du PIB)**

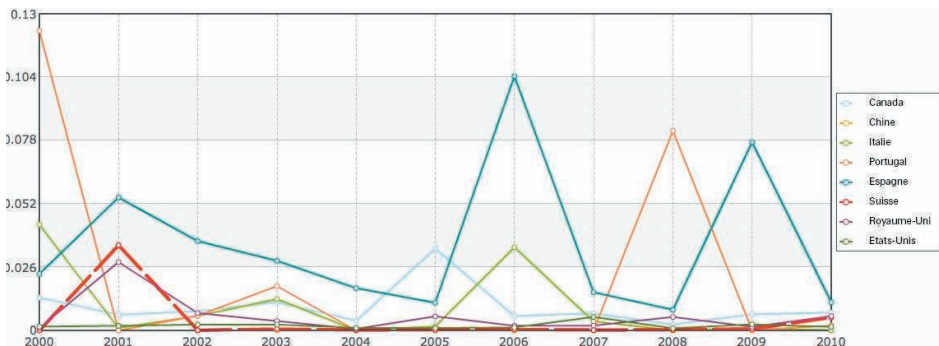


Pour la BID, enfin, le volume d'achats est passé d'environ 1,9 milliard USD en 2000 à quelque 5 milliards USD en 2010. Les valeurs varient beaucoup d'une année à l'autre pour tous les pays. Par souci de lisibilité, le Brésil est présenté dans un graphique distinct (15). Il dépasse nettement les autres pays fournisseurs, avec des achats totalisant 7 % de son PIB en 2005, soit 6,16 milliards USD, dont plus de 80 % sous forme d'achats de biens répartis sur plusieurs centaines de contrats (l'année suivante, ces achats retombent à 0,85 milliard USD). A noter que le Brésil bénéficie aussi de certains projets financés par la BID sur son territoire. Le graphique 16 montre que l'Espagne et le Portugal sont des fournisseurs importants de la BID en diverses années, tendant à confirmer l'hypothèse d'une influence de l'affinité linguistique et du statut d'ancienne puissance coloniale.

**Graphique 15 – Evolution des achats de biens et services par la BID au Brésil et, pour comparaison, en Suisse (2000-2010, en pour mille du PIB)**



**Graphique 16 – Evolution des achats de biens et services par la BID auprès des huit principaux fournisseurs hormis le Brésil (2000-2010, en pour mille du PIB)**



Dans quelle mesure ces variations entre pays fournisseurs s'expliquent-elles par le niveau des contributions volontaires à chaque organisation multilatérale? Dans quelle mesure le solde est-il « positif »? L'exemple de la Suisse

développé en annexe révèle un bilan contrasté qui pourrait résulter de divers facteurs : présence d'un siège onusien à Genève (HCR), importance des achats dans des secteurs où l'économie suisse est leader (biens d'équipement, produits pharmaceutiques ou services de conseil), etc. Dans la partie suivante, nous tentons d'identifier les principales variables explicatives pour l'ensemble des pays industrialisés.

## 4. Hypothèses et étude économétrique

Nous procédons à une analyse économétrique en données de panel afin de tester diverses hypothèses explicatives quant aux variations des achats de biens et services effectués par diverses organisations multilatérales dans les pays membres du CAD entre 2000 et 2010. En raison de la disponibilité limitée de données pour l'ensemble des organisations et des variables sélectionnées, le panel inclut ainsi 22 pays membres du CAD<sup>19</sup> sur une période de onze ans.

A notre connaissance, aucune étude théorique ou empirique n'a été publiée précédemment sur les variations des achats de biens et services effectués par les organisations multilatérales dans ces pays fournisseurs. D'un point de vue théorique, diverses recherches montrent qu'une variation substantielle et rapide du taux de change a une incidence plus ou moins forte sur les exportations selon le secteur concerné. L'on peut en outre poser que les pays dont les exportations représentent une part significative du total des exportations du secteur au niveau international sont bien placés pour remporter des appels d'offres d'organisations multilatérales pour les biens ou services concernés. Finalement, nous voulons évaluer dans quelle mesure les pays donateurs sont à même de favoriser leurs fournisseurs par le biais du financement des organisations multilatérales ou de l'aide liée. Aussi, nous formulons une série d'hypothèses de départ sur les facteurs qui influencent le volume des achats de biens et services par les organisations multilatérales (toujours en pourcentage du PIB d'un pays donné) :

- 1<sup>o</sup> *la part du secteur manufacturier dans l'économie* : un pays doté d'un tissu industriel concurrentiel a plus de chance de remporter les appels d'offres d'organisations multilatérales ;
- 2<sup>o</sup> *l'évolution de la parité de pouvoir d'achat (PPA)*, reposant sur une comparaison du pouvoir d'achat des devises nationales. Il s'agit ici d'une relation négative, à savoir qu'une monnaie surévaluée et la cherté des coûts de production (travail notamment) se traduisent par une perte de compétitivité et, partant, par une baisse des ventes de biens et services ;
- 3<sup>o</sup> *le niveau des contributions versées par un pays donné aux organisations multilatérales au titre de l'APD* : un volume élevé de dons se traduit en retour par un montant important d'achats de biens et services par les organisations multilatérales auprès des fournisseurs de ce pays donateur. Dans la mesure où les achats sont effectués sur la base d'appels d'offres concurrentiels, tel

<sup>19</sup> Le CAD compte 24 membres. Toutefois, notre panel de données ne prend en compte ni la Commission européenne ni la Corée du Sud, qui n'est devenue membre qu'en décembre 2009.

ne devrait pas être le cas. Toutefois, dans la pratique, l'on ne peut exclure *a priori* toute association ;

- 4<sup>e</sup> la part de l'aide liée dans l'APD du pays donateur : une plus grande part d'APD liée augmente le niveau des achats de biens et services. *A priori*, ce ne devrait pas être le cas pour les organisations multilatérales, à moins qu'un pays donateur très actif dans la promotion de ses exportations à travers l'APD bilatérale tente également d'influer les achats d'organisations multilatérales dans ce sens.

D'autres facteurs peuvent aussi avoir une influence sur les achats de biens et services des organisations multilatérales : occuper un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies (pour les achats des Nations unies) ; être une ancienne puissance coloniale bénéficiant de solides relations d'affaires avec d'anciennes colonies ; présence sur le territoire national du siège d'organisations multilatérales qui, par conséquent, réalisent une partie de leurs dépenses de fonctionnement sur place ; avoir l'anglais ou l'une des autres langues officielles des organisations multilatérales pour langue nationale, ce qui facilite l'établissement de relations d'affaires. Par contraste avec la nature quantitative des variables 1 à 4, ces facteurs prennent en compte des phénomènes qualitatifs qui se traduisent dans notre modèle par des variables muettes ou *dummies*.

Nous postulons en outre que, comme les relations entre client et fournisseur s'établissent dans la durée, le volume d'achats de biens et services au cours d'une année dépend partiellement des achats effectués l'année précédente auprès des mêmes fournisseurs. Il s'agit donc d'un panel de données de nature dynamique.

Cette étude économétrique prend pour objets les organisations multilatérales qui ont déjà retenu notre attention dans la partie précédente, à savoir le système des Nations unies dans son ensemble (ONU), la Banque mondiale, puis le PNUD, le HCR, l'UNICEF et le PAM. Nous n'avons toutefois pas inclus les trois banques régionales de développement (BAfD, BAsD et BID) car le nombre d'observations – qui oscillait entre 60 pour la BID et 95 pour la BAsD – était trop insuffisant pour arriver à des résultats probants. Dans le cas du PAM, la liste des variables explicatives pertinentes est adaptée de façon à ce que non seulement l'influence du secteur manufacturier, mais aussi celle de la taille du secteur agricole des pays fournisseurs soient calculées, étant donné qu'une part importante des achats du PAM consiste en denrées alimentaires. Outre les données présentées précédemment, nous ajoutons les montants des contributions spéciales reportés dans les rapports annuels des quatre agences et programmes onusiens. Les données sur l'aide liée<sup>20</sup> et l'indice de PPA sont issues des statistiques du CAD, et celles sur la part du secteur manufacturier des statistiques de la Banque mondiale (2013).

**20** Il s'agit de données sur l'aide liée bilatérale, dont la pertinence fait l'objet de débats, par exemple du fait que les contrats conclus au titre de la coopération technique ne sont souvent pas comptabilisés au titre de l'aide liée.

#### 4.1. Spécification et estimation du modèle

Vu la nature dynamique du panel de données, nous optons pour la méthode des moments généralisés en système (*system generalized method of moments – GMM*) développée par Arellano et Bover (1995) et Blundell and Bond (1998). Cette méthode tient compte de l'hétérogénéité entre les pays ainsi que des chocs intervenus durant la période considérée qui ont affecté tous les pays de notre échantillon (p. ex. la crise économique et financière de 2008-2009), et elle permet d'estimer le modèle de manière efficiente<sup>21</sup>.

L'estimateur GMM en système se base sur l'estimation du modèle à la fois en niveau (avec les différences premières des variables retardées utilisées comme instruments) et en différence première (avec les variables retardées en niveau utilisées comme instruments). Le modèle à estimer se présente comme suit<sup>22</sup> :

$$Achats_{it} = \beta_1 Achats_{it-1} + \beta_2 Contr_{it} + \beta_3 Aidelée_{it} + \beta_4 Manuf_{it} + \beta_5 PPA_{it} + \lambda_t + v_i + \varepsilon_{it}$$

où  $\beta_{1-4}$  sont les paramètres à estimer ;  $Achats_{it}$  est la variable endogène, soit la valeur des achats de biens et services des organisations multilatérales auprès d'entreprises du pays  $i$  au temps  $t$  (année), exprimée en pourcentage du PIB du pays  $i$  ;  $Achat_{it-1}$  est la variable endogène retardée ;  $Contr_{it}$  sont les contributions financières aux organisations multilatérales versées (toujours par le pays  $i$  durant l'année  $t$ ) ;  $Aidelée_{it}$  est la part de l'APD<sup>23</sup> du pays  $i$  qui est liée durant l'année  $t$  ;  $Manuf_{it}$  est la part du secteur manufacturier dans l'économie du pays  $i$  au temps  $t$  ;  $PPA_{it}$  est l'indice de parité de pouvoir d'achat de la monnaie du pays  $i$  au temps  $t$ . En raison de la distribution fortement asymétrique des données, nous transformons toutes ces variables en valeurs logarithmiques (log) :  $\lambda_t$  capture les effets temporels fixes ;  $v_i$  les effets fixes de pays ;  $\varepsilon_{it}$  est le terme d'erreurs relatif aux autres facteurs non observés.

**21** Nous avons recours à l'estimation du modèle GMM en système et en deux étapes (*two-step system GMM*). L'estimateur GMM en différence permet de contrôler pour les effets spécifiques temporels et individuels et de pallier les biais d'endogénéité des variables. Il se base sur la différence première des variables, éliminant ainsi les effets spécifiques des pays. Il prend comme instruments les niveaux des valeurs retardées des variables qui peuvent être endogènes. Toutefois, l'estimateur GMM en différence est moins efficace lorsque les séries de données étudiées suivent une distribution aléatoire ou presque (*random walk*). Du fait que les niveaux antérieurs des variables ne fournissent que peu d'informations sur les variations à venir, qui représentent elles-mêmes des innovations aléatoires, les premières différences instrumentées avec les niveaux précédents ne permettent pas d'identifier les coefficients, car les niveaux des retards ne sont que faiblement corrélés avec les premières différences. Pour faire face à ce problème, Arellano et Bover (1995) proposent de recourir à GMM en système, qui est plus efficace (c'est-à-dire plus précise) pour traiter de telles séries temporelles persistantes dans le temps, malgré un nombre d'observations limité. L'estimation du modèle GMM en système et en deux étapes est asymptotiquement plus efficace que l'estimation en une seule étape (Roodman, 2006).

**22** Les variables muettes (siège permanent au Conseil de sécurité, langues, anciennes puissances coloniales, présence d'un siège onusien ou de la Banque mondiale) conservent toutes la même valeur sur l'ensemble de la période. En raison de la présence de multicollinéarité, nous ne les incluons pas dans la mesure où nous ne pouvons pas augmenter la taille de l'échantillon faute de données.

**23** Notre objectif est d'évaluer si une aide bilatérale fortement liée a une incidence positive sur l'obtention de contrats d'agences multilatérales. Dès lors, nous considérons l'aide liée en proportion de l'APD totale plutôt que du PIB, qui biaiserait les calculs vu les écarts entre pays donateurs quant au ratio APD/PIB.

## 5. Résultats

Les résultats de l'étude économétrique, présentés dans le tableau 4, reportent le coefficient associé à chaque variable explicative avec le degré de signification associé, selon la notation usuelle et pour chaque organisation multilatérale concernée.

**Tableau 4 – Déterminants des achats de biens et services dans 22 pays du CAD (2000-2010)**

	1	2	3	4	5	6
	ONU	Banque mondiale	PNUD	HCR	UNICEF	PAM
<b>Achats</b>	0.377* (0.219)	0.326*** (0.0848)	0.518** (0.237)	0.765*** (0.0960)	0.903*** (0.0682)	0.811*** (0.136)
<b>Contributions</b>	0.222+ (0.146)	0.135*** (0.0443)	0.280 (0.225)	0.169* (0.0912)	0.0137 (0.0556)	-0.0654 (0.0833)
<b>Aide liée</b>	-0.0498 (0.0726)	0.0479 (0.0460)	0.0232 (0.145)	0.0393 (0.0625)	-0.0472 (0.0347)	0.00786 (0.0742)
<b>Secteur manufacturier</b>	1.170* (0.691)	1.259*** (0.427)	0.292 (0.340)	0.0475 (0.318)	0.257 (0.242)	-0.496 (0.539)
<b>PPA</b>	-0.131+ (0.0870)	0.122 (0.0792)	0.0794 (0.0905)	0.0151 (0.0381)	-0.0151 (0.0323)	-0.0281 (0.0526)
<b>Nombre d'observations</b>	171	160	142	115	136	127
<b>Nombre de pays</b>	22	22	20	18	20	20
<b>Nombre d'instruments</b>	13	13	13	13	13	13
<b>Test AR(2) en différence première (valeur p)</b>	0.0925	0.154	0.874	0.612	0.744	0.704
<b>Test de Hansen (valeur p)</b>	0.266	0.961	0.303	0.253	0.813	0.241

Estimation du modèle dynamique sur panel de données avec GMM en système et en deux étapes, robuste. Au bas de tableau figurent le nombre d'observations, de pays et d'instruments, ainsi que la valeur p des tests d'Arellano-Bond et de Hansen. Toutes les spécifications incluent les effets spécifiques temporels (*time-fixed effects*).

\*\*\*, \*\* et \* indiquent respectivement des valeurs  $p < 0.01$ ,  $< 0.05$  et  $< 0.1$ ; +indique une valeur  $p < 0.13$ . Les écarts-types figurent entre parenthèses.

La colonne 1 donne les résultats pour les achats du système onusien dans son ensemble. Premier constat, tous les coefficients ont le signe positif ou négatif attendu (excepté l'aide liée dont le coefficient est négatif mais non significatif). Deuxième remarque, seuls les coefficients relatifs à la variable endogène retardée et au secteur manufacturier sont significatifs à 10 %. Ces

résultats confirment le rôle positif des relations établies par le passé avec les fournisseurs ainsi que l'importance du secteur manufacturier. Les valeurs  $p$  des coefficients se référant aux contributions financières ainsi qu'à la parité de pouvoir d'achat sont proches de 0,13. Une incidence des contributions versées aux Nations unies ne peut *a priori* être exclue. Afin de confirmer ou d'infirmer cette hypothèse, il serait nécessaire de réaliser une étude portant sur un panel de données plus large. En outre, il s'agirait d'ajouter le total des contributions volontaires et de programme aux contributions régulières enregistrées dans la variable « Contributions » pour clarifier la relation entre les dons aux Nations unies et les achats de biens et services. Enfin, la prévalence de coefficients non significatifs n'est guère surprenante eu égard au modèle GMM dans la mesure où les variables explicatives ne varient que peu dans le temps alors que les variations entre pays sont capturées d'une part à travers les effets fixes et d'autre part via la variable endogène retardée.

En ce qui concerne les achats de la Banque mondiale (colonne 2), les contributions financières ainsi que la part du secteur manufacturier ont une influence clairement positive, de même que les relations d'affaires déjà établies : ces trois coefficients sont hautement significatifs, à 1 %. Le coefficient relatif à la parité de pouvoir d'achat a un signe négatif conformément à notre hypothèse, mais avec une valeur  $p$  de 0.12 seulement. Comme pour les Nations unies, l'aide liée n'exerce pas d'influence significative sur les achats de la Banque mondiale. Ces résultats confirment qu'un secteur manufacturier fort représente un atout essentiel pour remporter les appels d'offres de la Banque mondiale. Les contributions versées à la Banque semblent également avoir un rôle positif significatif.

Les colonnes 3 à 6 présentent les résultats respectifs pour le PNUD, le HCR, l'UNICEF et le PAM. Seul le coefficient de la variable endogène retardée est hautement significatif par rapport aux achats réalisés par ces quatre institutions. Autrement dit, les relations établies précédemment avec les fournisseurs d'un pays donné exercent bel et bien une influence déterminante sur les achats actuels de biens et services. Par contre, les autres coefficients ne sont pas significatifs, hormis les contributions versées au HCR (valeur  $p$  inférieure à 0,1). Pour le PAM, l'inclusion d'une variable relative à la part du secteur agricole dans l'économie ne donne pas non plus de résultat significatif, et n'est dès lors pas reportée dans le tableau 4. Il serait prématuré de tirer des conclusions définitives sur ces quatre agences : le nombre d'observations est plus faible que pour la Banque mondiale et le système onusien dans son ensemble. Un effort substantiel de récolte de données auprès de chacune de ces agences permettrait d'accroître la taille de l'échantillon afin d'obtenir des résultats plus représentatifs, susceptibles d'infirmer ou de confirmer ces résultats préliminaires.

Dans l'ensemble, les relations d'affaires préétablies et la force du secteur manufacturier semblent jouer un rôle prépondérant alors que les contributions aux organisations pourraient exercer une influence positive, qui doit être confirmée avec un panel de données plus large.

## 6. Conclusion

La plupart des études sur les retombées de l'aide s'attachent aux effets à long terme de l'APD sur la promotion des exportations des pays donateurs. Cette étude, première du genre à notre connaissance, se concentre sur l'effet indirect de l'APD multilatérale pour les pays donateurs. Il s'agit de fournir quelques pistes sur les facteurs explicatifs de l'évolution du niveau des achats d'agences multilatérales. L'analyse empirique porte sur un panel de données de 22 pays membres du CAD sur une période de onze ans.

Le volume d'achats de biens et services des grandes agences multilatérales de développement exprimé en dollars courants a connu une croissance remarquable durant la première décennie du millénaire, avec un multiple de trois à cinq selon l'organisation visée – hormis la Banque mondiale dont les achats n'ont augmenté « que » de 65 %. En 2010, l'ONU et la Banque mondiale ont réalisés des achats pour un montant de 12,8 et 12,4 milliards USD respectivement, suivis par la BAsD (7,1 milliards USD), la BID (5 milliards USD) et la BAfD (2 milliards USD). Quant aux quatre agences onusiennes considérées, le PNUD arrive devant le PAM, l'UNICEF puis le HCR, avec des volumes d'achats de 2,7 à 0,4 milliard USD.

Il convient de relever que l'étude n'inclut pas les salaires versés par les organisations multilatérales à leurs employés, dont la part dans les dépenses totales varie considérablement d'une agence à l'autre. En outre, les achats des organisations multilatérales ne représentent qu'une catégorie de retombées économiques pour les pays donateurs. Il s'agit d'un effet indirect de l'APD, généralement moins important que l'effet direct des dépenses effectuées dans le cadre de l'aide bilatérale. Les achats auprès de fournisseurs sis dans des pays membres du CAD ne dépassent que rarement 2 % du PIB. Ils peuvent néanmoins avoir un effet non négligeable pour certains secteurs et fournisseurs individuels.

Parmi les pays industrialisés, la Suisse est l'un de ceux qui bénéficient le plus des achats de l'ONU et de ses agences, avec le Danemark et la Belgique. Proportionnellement à la taille de son économie, elle s'est hissée au premier rang des fournisseurs du système des Nations unies dès le milieu de la décennie 2000. Elle figure également parmi les principaux fournisseurs de la Banque mondiale et se retrouve en relativement bonne place pour ce qui est de la BAsD en comparaison avec d'autres pays industrialisés. Dès lors, l'effet indirect sur la demande globale en 2010, qui a été estimé à 87 centimes par franc d'APD dans le cas suisse (tableau 1), est sans doute plus élevé que les autres membres du CAD, ainsi que l'atteste une étude de cas autrichienne menée récemment.

Les économies émergents voient leurs ventes de biens et services aux organisations multilatérales augmenter fortement durant la période considérée. Cependant, mesurées en proportion de leur PIB, ces ventes demeurent stables, voire diminuent au cours de la décennie, en raison de la croissance soutenue de leur économie. En ce qui concerne la Banque mondiale et l'ONU, les montants de leurs achats connaissent aussi un essor substantiel. Pour ce qui est des banques régionales de développement, comme l'on pouvait s'y attendre, la Chine et l'Inde figurent parmi les principaux fournisseurs de la BAsD (toujours en proportion de leur PIB) alors que le Brésil arrive en tête dans le cas de la



BID. Quant à la BAfD, la Chine a rejoint ses principaux fournisseurs au cours de la dernière décennie, devant l'Afrique du Sud, ce qui reflète la montée en puissance du pays sur le continent africain.

Nous n'avons pas inclus de manière systématique dans cette étude les pays en développement dans lesquels l'ONU et les banques de développement déploient d'importants programmes. A titre d'exemple, nous avons fourni quelques données qui montrent que les achats de biens et services des Nations unies représentent jusqu'à 5 % du PIB afghan, 1 % du PIB kenyan et 0,8 % du PIB ougandais, avec pour corollaire des retombées économiques notoires en termes relatifs. Une autre étude serait nécessaire pour évaluer les retombées économiques des achats locaux de biens et services et leur évolution dans les pays en développement, notamment du fait que certains d'entre eux figurent désormais parmi les dix premiers fournisseurs d'organisations multilatérales.

Les résultats montrent que, pour toutes les organisations considérées, les relations d'affaires préexistantes jouent un rôle important, confirmant ainsi la nature dynamique du panel. Les organisations multilatérales ont tendance à conserver les mêmes fournisseurs durant plusieurs années. En outre, la présence d'un large secteur manufacturier joue en faveur des pays fournisseurs de biens à l'ONU et à la Banque mondiale. C'est par exemple le cas de la Suisse, notamment pour les produits pharmaceutiques et le matériel médical.

Nous avons cherché à identifier s'il existait un lien de causalité positif entre les contributions versées par les pays industrialisés à une organisation et les achats de biens et services par cette organisation. Les résultats laissent penser qu'un tel lien existe pour la Banque mondiale et le HCR ainsi que, de manière moins significative, pour l'ONU dans son ensemble. Toutefois, en raison du manque de données, il n'a pas été possible d'inclure toutes les contributions au système onusien, notamment les contributions volontaires au-delà des contributions de base (*core*). Afin de confirmer ces tendances, il serait nécessaire d'intégrer toutes les contributions à affectation spécifique (*earmarked*) sur lesquelles les donateurs peuvent plus facilement influencer. La part de l'APD liée, de son côté, n'exerce aucune influence notable sur les achats de biens et services par les organisations multilatérales, ce qui n'est pas surprenant d'autant que les données sur l'aide liée ne concernent que l'APD bilatérale.

Finalement, les données confirment que la présence du siège d'une organisation dans le pays peut jouer un rôle positif important, notamment sur les achats de services. La présence à Genève de nombreuses organisations internationales entraîne sans conteste des retombées substantielles en termes d'achats auprès de fournisseurs suisses. Il en va de même pour la proximité géographique qui joue un rôle non négligeable, par exemple dans le cas de la BAfD avec les fournisseurs chinois, indiens et coréens, mais aussi australiens, japonais et néo-zélandais. Nos hypothèses sur le rôle des affinités linguistiques et des liens historiques se trouvent aussi confirmées dans le cas des achats de la BID auprès de fournisseurs espagnols et portugais.

Alors qu'une majorité des membres du CAD font face à de sérieuses contraintes budgétaires, la question du « retour sur investissement » gagne en importance pour convaincre les décideurs politiques d'augmenter – ou simplement de ne pas réduire – les budgets d'APD. Il va sans dire que de tels arguments doivent demeurer marginaux. L'objectif de la lutte contre la pauvreté et

l'exclusion dans les pays en développement requiert de centrer les débats sur l'efficacité de l'aide et les performances des organisations multilatérales. De plus, cette question du retour sur investissement est politiquement sensible : les parlementaires opposés à toute hausse d'APD peuvent tirer parti tant de retombées importantes que d'effets minimes pour relever que l'aide n'est pas dépensée à bon escient ou au contraire qu'elle ne sert pas suffisamment les intérêts nationaux. Vu l'accent croissant mis sur les biens publics mondiaux et les intérêts bien compris des pays donateurs, ce type d'études peut contribuer à rallier des parlementaires indécis pour former des majorités favorables à l'adoption des budgets d'aide dans les pays membres du CAD.

## ANNEXE I – ONU ET BANQUE MONDIALE : PRÉCISIONS SUR LA SUISSE

La Suisse se place parmi les dix principaux pays fournisseurs de biens et services aux Nations unies entre 2000 et 2010, excepté 2002. Le graphique A1 présente le total des achats de biens et services de l'ONU auprès de fournisseurs suisses en millions USD (axe vertical à gauche et bâtons verticaux bleus) et en pourcentage du total des achats de biens et services de l'ONU (axe vertical à droite et ligne jaune).

**Graphique A1 – Evolution des achats de biens et services par les Nations unies en Suisse**  
(2000-2010, en millions USD et pourcentage des achats totaux)



A partir de 2004, la part des acquisitions de biens et services par l'ONU auprès de fournisseurs suisses augmente de manière régulière et significative, passant de 2,7 % en 2004 à près de 6 % en 2009 et 2010. Dès 2009, la Suisse devient le deuxième pays plus gros fournisseur de biens et services du système onusien en termes de volume d'achats, derrière les Etats-Unis.

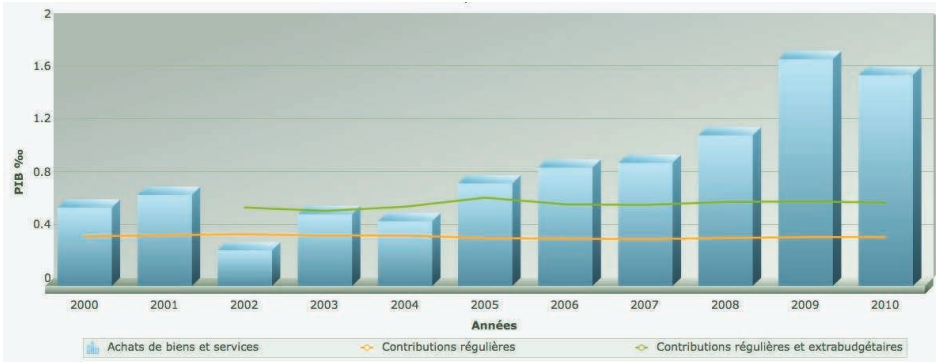
Les rapports statistiques de l'UNGM fournissent, pour certains pays, une liste des principales catégories de biens et services achetés durant l'année. Ainsi que le montre le tableau A1, les produits pharmaceutiques figurent chaque année parmi les principales catégories de biens achetés par l'ONU en Suisse, suivis par le matériel audiovisuel ainsi que le matériel et les fournitures médicales, mentionnés 10 fois sur les 11 rapports annuels examinés. Quant aux services, c'est la catégorie des « services de conseil en gestion » qui est la plus fréquemment mentionnée, dans 9 rapports annuels sur les 11. Une analyse plus détaillée par catégorie de biens et de services par année ne peut être réalisée faute de données chiffrées par secteur.

**Tableau A1 – Mention des catégories de biens et services fournis par la Suisse dans les 11 rapports annuels de l'UNGM examinés (2000-2010)**

<b>Biens</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Services</b>	<b>Fréquence</b>
Produits pharmaceutiques	11	Services de conseil en gestion	9
Matériel audiovisuel	10	Services informatiques (y c. programmation)	7
Matériel et fournitures médicales	10	Expédition de fret	6
Conduites d'eau et pompes	8	Services de construction et d'ingénierie	5
Ordinateurs	5	Science de l'environnement	4
Mobilier	5	Systèmes agricoles	4
Foreuses	4	Services de déminage	3
Engins de terrassement	4	Gestion de l'environnement	3
Moteurs et turbines	4	Services de location et de crédit-bail	3
Matériel de laboratoire	4	Gestion de l'énergie	2
Matériel de télécommunication et logiciels	3	Services de voyage	2
Approvisionnements alimentaires et nutrition	3	Entretien et réparation d'immeubles (nettoyage et équipements anti-incendie)	1
Matériel de bureau	3	Services aux entreprises et services administratifs	1
Vaccins et produits biologiques	3	Génie civil	1
Matériel informatique et de bureau	2	Services d'assurance	1
Moustiquaires	2	Location et crédit-bail de matériel de bureau	1
Technologies domestiques	1	Formation professionnelle	1
Véhicules automobiles	1	Services immobiliers	1
Abris et matériel de terrain	1	Services de transport	1

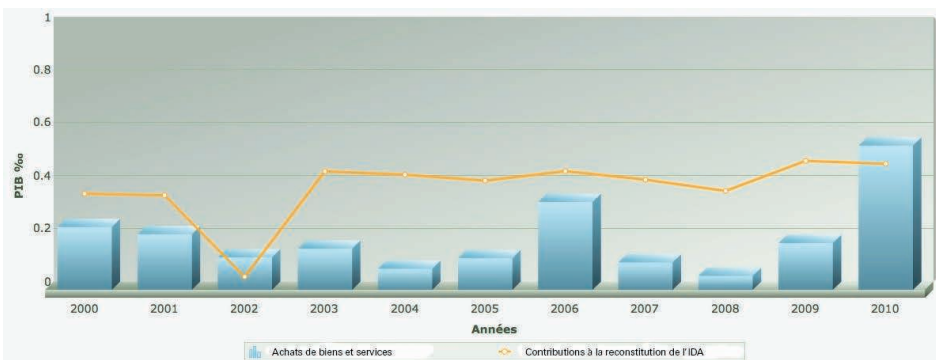
Du côté des contributions suisses à l'ONU, les contributions générales (*core budget*) demeurent relativement stables, variant entre 0,29 ‰ et 0,33 ‰ du PIB. La DDC publie en outre depuis 2002 des données sur les contributions suisses aux programmes et projets spécifiques (aide multi-bilatérale – *non core*). La somme totale des contributions de la Suisse aux Nations unies se situe alors entre 0,50 ‰ et 0,61 ‰ du PIB, ainsi que le montre le graphique A2.

**Graphique A2 – Evolution des achats de biens et services par les Nations unies en Suisse et contributions de la Suisse à l'ONU (2000-2010, en pour mille du PIB)**



Quant à la Banque mondiale, ses achats de biens et services en Suisse sont en général inférieurs aux contributions suisses à la reconstitution des ressources de l'AID (graphique A3).

**Graphique A3 – Evolution des achats de biens et services en Suisse par la Banque mondiale et contributions de la Suisse à la reconstitution des ressources de l'AID (2000-2010, en pour mille du PIB)**



Les deux pics d'achats en 2006 et en 2010 sont dus en grande partie à des ventes dans le domaine du génie civil: un montant de 104,7 millions USD pour la première année et un autre de 221,3 millions USD pour la seconde année sont en effet liés à des contrats de construction au Kenya conclus avec une société holding dont le siège social se trouve en Suisse.

Lorsque l'on soustrait les contributions de la Suisse à chaque organisation des achats de biens et services auprès de fournisseurs suisses par la même organisation, il s'avère que

- le solde est « positif » sur toute la période considérée pour la BASD. Dès 2005, il devient positif pour l'ONU dans son ensemble et pour l'UNICEF en particulier;
- le solde est « positif » pour le HCR dès 2004 jusqu'à la fin de la période considérée (hormis 2006);
- le solde est « négatif » pour le PNUD et le PAM, ainsi que pour la BAfD (hormis 2007) et la BID (hormis 2001 et 2010);
- finalement, le solde est « positif » pour la Banque mondiale uniquement en 2002<sup>24</sup> et 2010.

Le bilan est donc contrasté et dépend de plusieurs facteurs qui varient en fonction de chaque organisation, tels que la présence d'un siège à Genève (HCR), l'importance des achats dans des secteurs où l'économie suisse est leader (biens d'équipement, produits pharmaceutiques ou services de conseil), la priorité donnée par la Suisse aux contributions à telle ou telle organisation, ou encore les cycles de reconstitution des fonds de développement des banques multilatérales.

---

**24** Cette exception est due au fait que, pour des raisons techniques, la contribution suisse n'a été enregistrée que l'année suivante, en 2003.

## RÉFÉRENCES

- Alesina, A. et D. Dollar (2000) « Who Gives Foreign Aid to Whom and Why? » *Journal of Economic Growth*, n° 5, pp. 33-63.
- Arellano, M. et S. Bond (1991) « Some Tests of Specification for Panel Data: Monte Carlo Evidence and an Application to Employment Equations », *Review of Economic Studies*, 58, pp. 277-297.
- Arellano, M. et O. Bover (1995) « Another Look at the Instrumental Variable Estimation of Error Components Models », *Journal of Econometrics*, 68(1), pp. 29-51.
- Arvin, B. M. et C. Baum (1997) « Tied and Untied Foreign Aid: A Theoretical and Empirical Analysis », *Keio Economic Studies*, 34(2), pp. 71-79.
- Arvin, B. M. et S. Choudry (1997) « Untied Aid and Exports: Do Untied Aid Disbursement Create Goodwill for Donor Exports? », *Canadian Journal of Development Studies*, 18 (1), pp. 9-22.
- Blundell, R. et S. Bond (1998) « Initial Conditions and Moment Restrictions in Dynamic Panel Data Models », *Journal of Econometrics*, 87(1), pp. 115-143.
- Carbonnier, G., A. Schönenberger, M. Zarin-Nejadan, L. La Spada et M. Ouni (2012) *Retombées économiques de l'aide publique au développement en Suisse : étude 2010 – Résumé synthétique*, DDC/SECO, Berne: [www.deza.admin.ch/ressources/resource\\_fr\\_208668.pdf](http://www.deza.admin.ch/ressources/resource_fr_208668.pdf). Voir aussi: Working Paper, *Revue internationale de politique de développement* <http://poldev.revues.org/1284>.
- Charnoz, O. et J.-M. Severino (2007) *L'aide publique au développement* (Paris: La Découverte).
- Degnbol-Martinussen, J. et P. Engberg-Pedersen (2003) *Aid: Understanding International Development Cooperation* (London: Zed Books).
- Development Today* (2006) « Tied Aid: Denmark Ignores OECD Warning on Use of Aid as Export Subsidy », *Development Today*, n° 18, [http://www.development-today.com/magazine/2006/DT\\_18/News/339](http://www.development-today.com/magazine/2006/DT_18/News/339).
- Morrissey, P. (1993) « The Mixing of Aid and Trade Policies », *World Economy*, 16(1), pp. 69-84.
- Nowak-Lehmann, F., I. Martinez-Zarzoso, S. Klasen et D. Herzer (2009) « Aid and Trade: A Donor's Perspective », *Journal of Development Studies*, 45(7), pp. 1184-1202.
- Riddell, R. (2007) *Does Foreign Aid Really Work?* (Oxford: Oxford University Press).
- Roodman, D. (2006) *How to Do xtabond2: An Introduction to « Difference » and « System » GMM in Stata*, Working Paper n° 103 (Washington, DC: Center for Global Development).
- Roy, K. et Y. Vadlamudi (1993) « Aid and Its Impact on the Recipient and Donor: A Case Study », *Banca Nazionale del Lavoro Quarterly Review*, n° 185, pp. 189-204.
- Schönenberger, A. et al. (2012) *Wirtschaftliche Auswirkungen der Österreichischen Entwicklungshilfeleistungen 2010*, Schlussbericht vom 17. Dezember 2012, mimeo (Neuchâtel: Institut de recherches économiques, Université de Neuchâtel).
- Schumacher, D. (1988) *Entwicklungshilfe, Ausfuhr und Beschäftigung: eine empirische Untersuchung aus der Sicht der Bundesrepublik Deutschland*, Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung, Beiträge zur Strukturforchung, Heft 101 (Berlin: Dunker & Humblot).
- Vogler-Ludwig, K., S. Schönherr, M. Taube et H. Blau (1999) *Die Auswirkungen der Entwicklungszusammenarbeit auf den Wirtschaftsstandort Deutschland* (München: Weltforum Verlag).
- Windmeijer, F. (2005), « A Finite Sample Correction for the Variance of Linear Efficient Two-step GMM Estimators », *Journal of Econometrics*, 126, pp. 25-51.
- Yussuf, M., J. L. Larrabure et C. Terzi (2007) *Les contributions volontaires dans le système des Nations unies : incidences sur l'exécution des programmes et les stratégies de mobilisation de ressources*, JIU/REP/2007/1 (Genève: Nations unies), <http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G07/012/96/PDF/G0701296.pdf?OpenElement>.
- Zarin-Nejadan, M. (2008) *The Impact of Official Development Assistance on Donor Country Exports: Some Empirical Evidence for Switzerland*, Working Paper n° 08-01 (Neuchâtel: Institute for Economic Research, University of Neuchâtel).

## DOCUMENTS DES ORGANISATIONS MULTILATÉRALES

- AfDB (African Development Bank) (2003-2010) Annual Procurement Reports (for the years 2003-2010), available at <http://www.afdb.org/en/projects-and-operations/procurement/tools-reports/procurement-reports/>.
- AsDB (Asian Development Bank) (2001-2007) Quarterly Procurement Statistics (for the years 2001-2007), Table 2, <http://www2.adb.org/documents/others/QPS/>.
- HCR (Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés) (2000-2010) Rapports globaux (pour les années 2000-2010), disponibles sur <http://www.unhcr.fr/pages/4aae621d2e5.html>.
- IAPSO (Inter-Agency Procurement Services Office) (2000-2007) Annual Statistical Reports (for the years 2000-2007), available at <https://www.ungm.org/Info/annual-statistical-report-UN-sustainable-procurement.aspx>.
- ONU (Organisation des Nations unies) (2010) Assemblée générale, *Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations unies*, A/RES/64/248, [http://www.un.org/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=A/RES/64/248&Lang=F](http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/64/248&Lang=F).
- PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) (2000-2010) Rapports annuels (pour les années 2000-2010), disponibles sur <http://www.undp.org/content/undp/fr/home/librarypage/corporate/>.
- UN (United Nations) (2000-2010) General Assembly, Committee on Contributions, Status of Contributions as at 31 December of the years 2000-2010, available at <http://www.un.org/en/ga/contributions/status.shtml>.
- UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance) (2000-2010) Rapports annuels (pour les années 2000-2010), disponibles sur <http://www.unicef.org/french/publications/index.html>
- UNOPS (United Nations Office for Project Services) (2008-2010) Annual Statistical Report on United Nations Procurement (for the years 2008-2010), available at <https://www.ungm.org/Info/annual-statistical-report-UN-sustainable-procurement.aspx>.
- World Bank (2012) *Summary Report by Fiscal Year & Supplier Country (FY 2000-2011)*, available at <http://go.worldbank.org/6ZMP853VP0>.

## SITES INTERNET

- Banque mondiale (2013) *Fabrication, valeur ajoutée (% du PIB)*, <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NV.IND.MANF.ZS>.
- IDB (Inter-American Development Bank) (2013) *Project Procurement Information*, <http://www5.iadb.org/idbppi/asp/ppProcurement.aspx?planguage=ENGLISH> (consulté le 15 mars 2013).
- IMF (International Monetary Fund) World Economic Outlook Database, <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2011/02/weodata/index.aspx>.
- QWIDS (Query Wizard for International Development Statistics) (2013) Data excerpted from « Aid Disbursements to Countries and Regions (DAC2a) », <http://stats.oecd.org/qwids/> - h (consulté le 15 mars 2013).
- UN (United Nations) in Denmark (2012), <http://www.un.dk/> (consulté le 14 septembre 2012).
- WFP. Government Donors, <http://www.wfp.org/government-donors?icn=homepage-govt-donors&ici=homepage-link>.



